

Etats-Unis/Présidentielle

Trump-Clinton : l'affrontement final

AFP
Pittsburgh/Etats-Unis

Un duel sans merci dans une Amérique qui n'a jamais paru aussi divisée.

AVEC neuf meetings, dont l'un prévu juste avant minuit, Donald Trump et Hillary Clinton achevaient hier sur un rythme effréné une campagne présidentielle qui a divisé les Etats-Unis et stupéfié le monde par ses outrances et controverses.

Les sondages sont serrés, même s'ils donnent un léger avantage à la candidate démocrate, et une victoire coup de tonnerre du milliardaire restait possible ce mardi.

Mme Clinton, 69 ans, qui espère devenir la première femme présidente des Etats-Unis, a prévu hier deux étapes en Pennsylvanie, une dans le Michigan, et un tout dernier meeting en Caroline du Nord juste avant minuit. Donald Trump, 70 ans, tenait hier en fin de matinée une réunion publique à Sarasota, en Floride, et devait se rendre ensuite en Caroline du Nord, Pennsylvanie, New Hampshire et Michigan, pour un dernier meeting vers 23H00. Les deux candidats comptent grappiller la moindre voix, qui pourrait faire basculer à leur profit les



Photo : AFP

Pour les Américains, c'est l'heure du choix. Qui de Hillary Clinton, 69 ans, ou de Donald Trump, 70 ans, sera le 45e président des Etats-Unis ?

Etats-clés où se jouera l'élection.

Le dernier sondage Quinnipiac donnait hier les deux adversaires au coude-à-coude en Caroline du Nord et en Floride, ce dernier Etat pouvant à lui seul décider de la présidentielle s'il était perdu par Donald Trump.

Pour son meeting du soir en Pennsylvanie, l'ex-Première dame devait être rejointe par le président Barack Obama, sa femme Michelle, son mari Bill Clinton et leur fille Chelsea. Egalement attendus, Bruce Springsteen et Jon Bon Jovi.

La démocrate, qui entend diriger dans la continuité du président Obama, a vu dimanche disparaître la menace de poursuites dans l'affaire de ses emails. Le directeur du FBI James Comey a écrit qu'après l'examen de nou-

veaux emails, dont il avait annoncé la découverte le 28 octobre, s'attirant de vives critiques si près de l'élection, il maintenait sa position de juillet selon laquelle il n'y avait pas matière à poursuivre Mme Clinton pour son utilisation d'un serveur privé quand elle était secrétaire d'Etat. Un soulagement, même tardif, pour sa campagne.

La bourse de New York a ouvert en forte hausse lundi, saluant un développement jugé favorable à la campagne présidentielle d'Hillary Clinton, candidate préférée de nombreux investisseurs.

"PRESIDENTE POUR TOUS" • "Je veux être la présidente pour tous, ceux qui votent pour moi et ceux qui votent contre moi", a déclaré lundi Hillary Clinton, avant de rallier Pittsburgh, bastion démocrate

de Pennsylvanie.

"La mission devant moi est de rassembler le pays", a ajouté l'ancienne secrétaire d'Etat, en accusant son rival républicain, Donald Trump, d'avoir "exacerbé" par sa rhétorique les "fractures et les divisions" entre les Américains.

Ces derniers, dont 82% se disaient dégoûtés dans un autre récent sondage, n'attendent eux plus que la fin de cette longue campagne entre deux candidats historiquement impopulaires (50% n'aiment pas Mme Clinton, 62% M. Trump) marquée par les insultes, les scandales et les révélations de caniveau.

Mme Clinton est à 45% des intentions de vote au niveau national contre 41% pour M. Trump, selon un sondage réalisé pour CBS et annoncé lundi.

Hillary Clinton a pour elle une longue expérience. Mais beaucoup d'Américains n'aiment pas l'ancienne sénatrice de New York, doutant de son honnêteté.

• COLERE ET FRUSTRATION • Pour la démocrate, la bataille a été plus difficile que prévu face au magnat de l'immobilier, populiste sans expérience politique mais que rien n'arrête, qui se présente comme l'outsider anti-establishment.

Le milliardaire a capitalisé

sur la colère et les frustrations de certains Américains inquiets de la mondialisation et des changements démographiques. Il a promis des solutions simples à tous les problèmes complexes. Il a menti, insulté les femmes, les Mexicains, les Noirs, les musulmans. Il a attaqué son adversaire sans relâche, surnommée "Hillary la crapule".

"Elle est protégée par un système truqué", a martelé M. Trump après l'annonce du directeur du FBI. "Hillary Clinton est coupable, elle le sait, le FBI le sait, les gens le savent, et maintenant, c'est au peuple américain de rendre la justice dans les urnes".

Peu importe que le milliardaire n'ait apparemment pas payé d'impôts pendant des années. Ou ait agressé des femmes. Ses supporters n'ont pas lâché ce milliardaire de l'immobilier, célèbre pour sa fortune et pour avoir été l'animateur d'une émission de télé-réalité à succès, The Apprentice.

Il a au passage quasiment fait exploser un parti républicain profondément divisé. Certains caciques l'ont répudié, d'autres voteront pour lui en se bouchant le nez. D'autant que Donald Trump n'est pas toujours en phase avec le parti, étant par exemple hostile notamment au libre-échange.

L'Afrique en bref

Afrique Sud/Politique. Malema persiste et signe

Le chef de l'opposition radicale de gauche en Afrique du Sud, Julius Malema, a une nouvelle fois appelé hier ses partisans à s'approprier les terres du pays, après une brève comparution devant la justice pour des propos similaires.

• Centrafrique/Troubles. Touadéra se veut rassurant



Photo : AFP

Le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, en visite hier à Abidjan, s'est voulu rassurant sur la sécurité pour attirer les donateurs et bailleurs de fonds dans son pays. "Les dispositions sont prises pour aider, renforcer la force Minusca" des Nations unies qui doit assurer seule la protection des civils après le départ de la force française Sangaris, entériné officiellement le 31 octobre, a affirmé M. Touadéra.

• RD Congo/Presse. Les protestations de l'ONG "La voix des sans-voix"

L'ONG congolaise de défense des droits de l'Homme "La Voix des sans-voix" (VSV) a dénoncé hier la coupure du signal de la radio française RFI à Kinshasa depuis samedi, date à laquelle une coalition d'opposition avait appelé à une manifestation contre le pouvoir, interdite par les autorités.

• Somalie/Conflit. 25 soldats tués à Galkayo

Au moins 25 soldats ont été tués et 30 blessés dimanche dans des combats à Galkayo entre forces de deux régions autoproclamées semi-autonomes du nord de la Somalie, ont annoncé hier des responsables militaires des deux camps.

• Soudan/Politique. Plusieurs opposants arrêtés

Les forces de sécurité soudanaises ont arrêté plusieurs opposants politiques au cours des deux derniers jours, afin vraisemblablement d'empêcher la tenue de manifestations contre la hausse des prix de l'essence, ont indiqué leurs partis dimanche.

• Soudan du Sud/Troubles. Treize morts dans une fusillade à Juba

Une fusillade dans un bar de Juba pendant la retransmission d'un match du championnat anglais de football, samedi soir, a fait au moins treize morts, a déclaré hier la police de la capitale sud-soudanaise. La fusillade a été déclenchée selon par lui par un homme "furieux" de s'être vu demander un droit d'entrée à 45 centimes d'euros (environ 300 francs) dans ce bar.

Mali/A la suite d'une attaque dans le centre du pays
Un Casque bleu togolais et 2 civils tués

AFP
Bamako/Mali

L'attaque a fait en outre sept blessés, dont trois grièvement. La Minusma a réitéré "sa détermination à continuer son appui au Mali".

UN Casque bleu togolais et deux civils maliens ont été tués dimanche dans l'attaque d'un convoi de la Mission de maintien de la paix de l'Onu au Mali près de Douentza, dans le centre du pays, a annoncé la Minusma.

Sept Casques bleus togolais ont par ailleurs été blessés, dont trois grièvement, a ajouté dans un communiqué la Minusma, qui compte 11 000 hommes.

Cette attaque est survenue alors que le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, était dimanche au Mali où il a été reçu par le président Ibrahim Boubacar pour évoquer le possible déploiement de Casques bleus canadiens

dans ce pays. Une mine ou un engin explosif artisanal a explosé au passage d'un convoi des Casques bleus. L'explosion, qui a eu lieu vers 10H30 locales (11H30 au Gabon), a été suivie par des tirs des assaillants à 45 km au nord de la ville de Douentza, dans la région de Mopti, précise le texte.

Une enquête de la gendarmerie malienne sera ouverte sur la présence de civils qui suivaient le convoi des Casques bleus au moment de l'attaque, selon le communiqué. "La Minusma réitère sa détermination à continuer son appui au Mali", ajoute le texte.

Par ailleurs, dans la région de Tombouctou, des hommes armés ont attaqué dimanche un camp de l'armée malienne, selon des sources locale et sécuritaire.

Le mouvement Ansar Dine a revendiqué dimanche soir cette attaque menée contre la base malienne de Gourma Rhaous, affirmant avoir détruit six véhicules militaires avant de partir,

dans un communiqué diffusé en Mauritanie par Al-Akhbar, qui reçoit et diffuse des communiqués des groupes jihadistes du Sahel.

Selon le communiqué, l'attaque, qui a eu lieu à 02h00 du matin, s'est terminée une heure et demie plus tard. "Nos combattants ont totalement investi la base", affirme le mouvement, indiquant avoir emporté cinq véhicules, dont un équipé d'une mitrailleuse. Les assaillants ont incendié six véhicules, dont trois camions militaires.

Ibrahim Boubacar a réuni dimanche soir un conseil de défense restreint après cette attaque. Le président "a donné des instructions pour que les forces de défense et de sécurité adoptent plus une position mobile et non plus statique dans plusieurs localités du pays, notamment au nord", a déclaré à l'AFP l'un des participants.

Ansar Dine parle de "plusieurs morts et blessés parmi les militaires maliens" et reconnaît avoir perdu l'un de ses hommes.

Mais, selon des sources militaires, il n'y a pas eu de morts dans cette attaque.

POSSIBLE DEPLOIEMENT CANADIEN

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a appelé dimanche le président malien à prendre les "initiatives nécessaires" pour faire avancer la paix dans le nord du Mali, toujours instable.

Un soldat français a été tué vendredi - le 16e au Mali depuis 2013 - par un engin explosif dans le nord du pays, où des groupes jihadistes restent actifs malgré la signature de l'accord de paix.

M. Le Drian a justifié l'intervention française au Mali, déclenchée en 2013, puis l'opération Barkhane (4 000 hommes), mise en place un an plus tard dans cinq pays du Sahel. Selon lui, sans l'intervention française Serval en 2013, "il y aurait aujourd'hui un Etat terroriste du côté de Mossoul et Raqa et un Etat terroriste en Afrique".

Reçu dimanche soir par le président malien, le minis-

tre canadien de la Défense est venu évoquer le possible déploiement de casques bleus de son pays. "Je suis venu au Mali pour écouter la partie malienne, (...) pour bien comprendre avant de prendre les décisions", a déclaré M. Sajjan à la presse, après avoir rencontré le président et plusieurs ministres maliens dont ceux de la Défense et des Affaires étrangères.

En août, le gouvernement canadien avait annoncé la mise à disposition de 600 soldats pour des opérations de maintien de la paix des Nations unies. Jeudi, le Premier ministre Justin Trudeau avait affirmé qu'une annonce devait être faite "dans les prochaines semaines" sur un éventuel déploiement au Mali.

Malgré l'intervention militaire internationale en cours depuis 2013, qui avait chassé les groupes jihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du Mali en 2012, ceux-ci restent actifs. Des zones entières échappent encore au contrôle des forces maliennes et de l'Onu.